

les humiliés et offensés de chaque jour, qui ont eu l'honnête humilité de savoir corriger les écarts de leur pensée en écoutant les voix d'en bas. Il s'agit moins là d'un « don » accordé aux uns et refusé aux autres que d'une compréhension correcte de la conception matérialiste selon laquelle ce sont les intérêts réels qui déterminent les opinions et les sentiments d'une classe, et aussi, il s'agit d'une volonté découlant de cette compréhension, et qui doit être inflexible, de ne pas céder aux facilités de l'élévation politique à la manière dont tous les parvenus profitent de leur élévation sociale.

Le dirigeant qui ne se refuse pas le superflu et le luxe — apanage des exploités en régime de marché capitaliste, malthusien par essence — peut bien prêter une oreille attentive aux revendications des exploités, il commence par ne plus sentir comme eux et finit par réagir comme tous les nantis, et aussi par tendre à traiter avec eux sur le plan de la complète compréhension : c'est la collaboration de classes.

Le simple contact ne peut tenir lieu de soucis, de besoins et de sentiments communs. Nous en avons connu de ces dirigeants qui descendaient de leur grosse voiture, en complet du meilleur faiseur, et qui venaient serrer la main, avec sur les lèvres un sourire de député, aux pros sortant de l'usine. Certains faisaient même stopper leur voiture à quelque distance du lieu du meeting et enfilaient une salopette. On est maintenant, semble-t-il, devenu plus cynique, et plus habile.

Les ouvriers connaissent bien le processus de l'embourgeoisement bureaucratique. Fréquemment, ils paisaient les « bonzes bien sapés » et qui engraisser. Ils n'y mettent pas de méchanceté. Au moins quand ils ne sont pas engagés dans un de ces durs combats où leurs intérêts se heurtent non seulement à ceux du patron et de son Etat mais aussi à la paralysie de l'« appareil ». Ils se disent en temps ordinaire que « la chair est faible ». Jusqu'au jour de l'indignation... où le mal se révèle parfois irréparable, les bureaucrates solidement accrochés à leurs postes, cuirassés de statuts, maîtres d'un arsenal de manœuvres contre lesquelles l'opposition de la base se brise dents et ongles.

Mieux aurait valu contrôler ces dirigeants, leur demander des comptes. Au début, cela s'est passé ainsi. Puis sont venues des époques d'échecs et de lassitude. « Eux » avaient leurs aises, et tout leur temps. Et puis, ils « savent », ils sont au courant de mille choses que l'ouvrier à sa machine ne sait pas. Nous voici revenu à l'argument de la qualification.

LE RETOUR PERIODIQUE A LA BASE

Puisque seule une infime minorité d'hommes est capable de résister aux corruptions du pouvoir, la logique commande de ne pas les y laisser exposés trop longtemps.

Cette conclusion, pendant de longues décennies étiquetée « anarchiste », il faut souligner que le comité central du P.C.U.S. l'a tirée de la plus terrible expérience de corruption par le pouvoir. Les nouveaux statuts adoptés par le XXII^e Congrès, outre le principe du vote à bulletin secret (oh, combien honni dans le P.C.F. !) décident qu'« en règle générale les membres du présidium (du comité central) ne seront pas élus plus de trois fois de suite » et seront renouvelés par quart à chaque élection régulière. Des mesures de même ordre sont inscrites dans ces statuts pour tous les organismes du Parti.

L'application de ces décisions donnera la mesure de la déstalinisation. Leur adoption ou non par les partis communistes sera le plus sûr indice de leur cours nouveau ou de leur attachement au stalinisme.

Plus un mouvement est puissant, plus le fossé susceptible de se creuser entre sa base et son sommet risque d'être pro-

fond. Par conséquent, plus les cadres doivent « rouler ». Mais ils le peuvent d'autant plus facilement qu'un grand mouvement peut disposer de cadres potentiels nombreux. L'exercice du pouvoir devenant ainsi une école où les militants se forment à la fois à la direction et au contrôle de la direction.

Au départ, il est évident qu'il faut une base de rotation des cadres. Celle-ci ne peut guère exister que dans les pays économiquement avancés et, par suite, pourvus d'un prolétariat et de techniciens cultivés. Ceci pose le problème particulier de la prise du pouvoir dans les pays arriérés où la limitation du nombre des cadres possibles rend bien plus probable le phénomène de bureaucratisation du parti révolutionnaire d'abord, du pouvoir conquis par ce parti ensuite.

L'ampleur même de ce danger ne rend que plus impérieux pour les leaders les plus conscients (pensons à Cuba, à l'Algérie de demain) de laisser librement jouer la soupape de sûreté du droit de tendance qui leur indiquera à temps (le plus souvent avec des exagérations et des déformations, mais c'est le moindre mal !) les conflits latents qui, comprimés, étouffés, seraient gros de désastres.

Dans un pays avancé, la liberté d'expression de l'opposition joue le même rôle mais, en plus, elle permet de préserver la richesse de la vie intellectuelle — décisif gage de victoire — et la dignité de l'individu, enjeu final de la lutte révolutionnaire, trop souvent oubliée, sinon niée, dans la guerre de classes quand sa violence le fait ressembler à toute autre guerre, et dont, pour cette raison, la bourgeoisie, hypocritement, se proclame le champion, alors qu'elle est sa destructrice partout où elle s'efforce de maintenir sa domination à contre-courant de l'histoire.

M. DERVAL.

Le Quartier Latin s'unit contre le fascisme

Suite de la page 6.

Cette combativité étudiante a été, sous l'égide du F.E.A. et du F.U.A., surtout à la Sorbonne (dont le rythme politique est plus rapide que celui des autres Facultés), tout à fait remarquable, les plus actifs étant souvent des étudiants inorganisés. Elle doit certainement beaucoup à l'extraordinaire imbécillité gouvernementale à l'égard des étudiants depuis l'avènement du gaullisme. Grâce à la stupidité des brimades gaullistes, les campagnes de l'U.N.E.F. ont éveillé une conscience politique avancée dans un groupe social pourtant en majorité d'origine petite bourgeoise. C'est certainement là qu'il faut voir l'origine essentielle du succès de l'antifascisme en milieu étudiant.

Chez les étudiants, cet antifascisme s'est développé derrière le mot d'ordre d'unité, déjà populaire le 27 octobre 1960 à la Mutualité. Le slogan « Unité antifasciste » a fait son chemin et reste un des thèmes les plus chers aux antifascistes étudiants et au F.U.A. De ce point de vue, le Quartier latin est certainement très en avance sur le reste du pays, comme il l'est aussi par les méthodes employées et l'audience de masse recueillie, ainsi que la mobilisation permanente obtenue.

Ainsi le Quartier latin donne-t-il aujourd'hui le symbole et l'exemple

- d'une large unité politique et syndicale, y compris avec les Syndicats des Enseignants Supérieurs ;
- de méthodes de lutte vigoureuses et efficaces ;
- d'une hostilité désormais traditionnelle au gouvernement gaulliste, révolte du monde étudiant étant dirigée autant contre le gaullisme que contre l'O.A.S.

L. AUGER.